Impôt sur le revenu—Loi

Et qu'en est-il des consommateurs? Ils n'ont pas été soulagés, car le prix du mazout a augmenté. Dans la région où j'habite, le prix du gaz naturel a augmenté de 60 à 70 p. 100. Le sort des propriétaires de maison n'a pas été amélioré, ni celui des personnes âgées, ni celui des gagne-petit. Il en va de même pour les agriculteurs et les pêcheurs. Dans notre projet de taxe d'accise, nous avons prévu de ménager les agriculteurs et les pêcheurs.

Nous faisons donc face à une conjoncture caractérisée par une très grave incertitude politique et économique. De profondes divisions perturbent actuellement gravement notre pays. Un sentiment d'amertume et de mécontentement s'est développé. Ces phénomènes nuisent à notre pays et continueront à le faire si on n'y remédie pas. Il faudra bien longtemps avant que le Canada se relève et qu'il panses les blessures que lui a infligées ce gouvernement qui donne l'impression de gouverner une partie du pays et d'attaquer l'autre.

La confiance fait totalement défaut. Ceux qui vont dans l'Ouest ont tôt fait de s'en apercevoir. Or, sans cette confiance on ne saurait obtenir la collaboration des intéressés. Si nous nous trouvons dans une telle situation, c'est parce que le gouvernement agit de façon unilatérale. Ce faisant, il viole le véritable esprit de la collaboration, du fédéralisme et de l'association. Nous nous retrouvons dans cette situation à cause des mesures unilatérales que le gouvernement prend dans le domaine de la Constitution et des ressources. Dans ces deux domaines, le gouvernement agit de façon tout à fait anti-canadienne.

• (1610)

Je tiens à dire en toute sincérité qu'à moins qu'on ne modifie ces mesures, notre pays risque de ne pas survivre. Bien que tous les partis politiques et tous les gouvernements puissent faire des erreurs—et peut-être certains partis ont-ils pu faire des erreurs qui leur ont coûté le pouvoir—ce gouvernement-ci fait des erreurs qui pourraient mener le pays à la ruine.

Je ne veux pas aborder en détail la question constitutionnelle, et peut-être que je m'éloigne légèrement de la question à l'étude, mais puisque nous parlons de la loi de l'impôt sur le revenu et du pouvoir de payer des Canadiens, je vais essayer de vous expliquer pourquoi certains contribuables ne peuvent plus payer. Nous sommes préoccupés par la question constitutionnelle et par la question énergétique. En ce qui concerne la constitution, ce qui importe le plus dans l'ouest du Canada en ce moment, c'est qu'on se rende compte de l'inégalité politique. Il ne s'agit pas que d'un sentiment car on constate aujourd'hui une réelle inégalité politique entre l'ouest du Canada et le reste du pays. C'est le problème qui devrait nous préoccuper le plus et que nous devrions essayer de résoudre en priorité. Notre régime actuel scinde littéralement le Canada en deux et écarte la moitié du pays de l'arène politique. Nous devrions chercher à résoudre le problème de telle sorte que toutes les régions du Canada puissent participer effectivement au processus décisionnel. Voilà, à mon sens, l'une des grandes lacunes de la proposition constitutionnelle actuellement à l'étude.

Cette proposition ne clarifie pas la question des ressources, monsieur l'Orateur, et la formule d'amendement est inacceptable. La charte des droits suscite des questions tellement graves qu'on la conteste devant les tribunaux de six provinces.

Voilà ce qui irrite les Canadiens et les régions du pays. Cela fait que, comme ces questions préoccupent nos électeurs nous

n'avançons à rien, l'économie en souffre, bref, tout le monde en souffre.

Le programme énergétique national n'est satisfaisant ni pour l'Ouest ni pour le Canada; c'est incontestable. Pour remettre l'économie sur la bonne voie, l'énergie doit servir de clé. Oui, l'énergie est la clé de la relance économique, c'est elle qui nous assurera des débouchés et elle permettra à l'Ouest d'occuper sa place légitime dans la confédération.

L'équité, la sécurité et la possibilité de participation sont les objectifs que se fixe le programme énergétique national. Eh bien, il a échoué sur toute la ligne monsieur l'Orateur. Il est injuste envers les provinces productrices. Il s'immisce systématiquement et par tous les moyens dans le secteur des ressources inexploitées ce qui dans l'esprit des gens ordinaires en Saskatchewan et dans l'Alberta surtout équivalait à réaffirmer de leur état pré-colonial. Le programme fixe unilatéralement le prix à un niveau qui ne correspond pas à l'inflation. C'est la première fois que cela se produit, monsieur l'Orateur. Il n'est fait mention que des ressources énergétiques de l'Ouest. On n'y parle pas des ressources hydro-électriques ou à l'uranium. Sous bien des aspects le but du Programme énergétique national est de remplir les coffres du gouvernement fédéral. S'il faut vraiment taxer l'énergie, monsieur l'Orateur, pourquoi a-t-on choisi exclusivement les ressources énergétiques de l'ouest du Canada? Je suis sûr qu'aucun gouvernement ne pourrait agir ainsi sans être accusé de manquer d'équité dans une certaine mesure.

Le Programme énergétique national est injuste envers l'industrie car le gouvernement fédéral peut arbitrairement confisquer 25 p. 100 des terres productrices dans les régions inexploitées. C'est injuste pour des sociétés comme Suncor qui ont été parmi les premières à exploiter les sables bitumineux et qui ont failli être ruinées pour cette raison. Ce secteur a été subventionné pendant de nombreuses années jusqu'à ce qu'on y réalise de maigres profits. C'est injuste pour les sociétés canadiennes, car, comme l'a fait remarquer le président de la société Nova, M. Robert Blair, les petites entreprises en souffrent. Le 19 décembre 1980, l'*Edmonton Journal* a publié un compte rendu d'un interview de M. Blair. En voici un extrait:

... un tort considérable est fait aux petites entreprises de ce secteur, pour la plupart canadiennes.

«Ce qui est triste, c'est le tort psychologique réel qui est fait aux petites entreprises canadiennes», a-t-il dit jeudi, au cours d'une interview.

C'est injuste pour les sociétés canadiennes. C'est injuste pour les producteurs d'huile lourde sur lesquels nous comptons tellement pour atteindre l'autosuffisance.

Permettez-moi maintenant, monsieur l'Orateur, de parler de sécurité en ce qui concerne l'huile lourde. Un journal de Swift Current a publié un article le sous le titre suivant: «La hausse de la taxe sur le pétrole compromet la sécurité de 400 emplois, a dit le maire de Saskatoon». Aujourd'hui nous tentons de protéger l'industrie du centre du Canada; nous essayons de renflouer la société Chrysler et nous affectons 350 millions à un programme spécial concernant l'industrie et la main d'œuvre; mais en même temps, de propos délibéré, nous forçons l'industrie canadienne à s'exiler. Quelle folie, monsieur l'Orateur!

Chacune des petites installations de forage pétrolier, dont le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dit qu'elles n'ont vraiment aucune importance, vaut 6 millions de dollars